

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

par Marie-Anne Chabin, 2024

Andilly

code INSEE : 17008

2 254 habitants

Communauté de communes : Aunis Atlantique



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W6) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : 10 feuilles A4 reliées par une baguette bleu foncé.

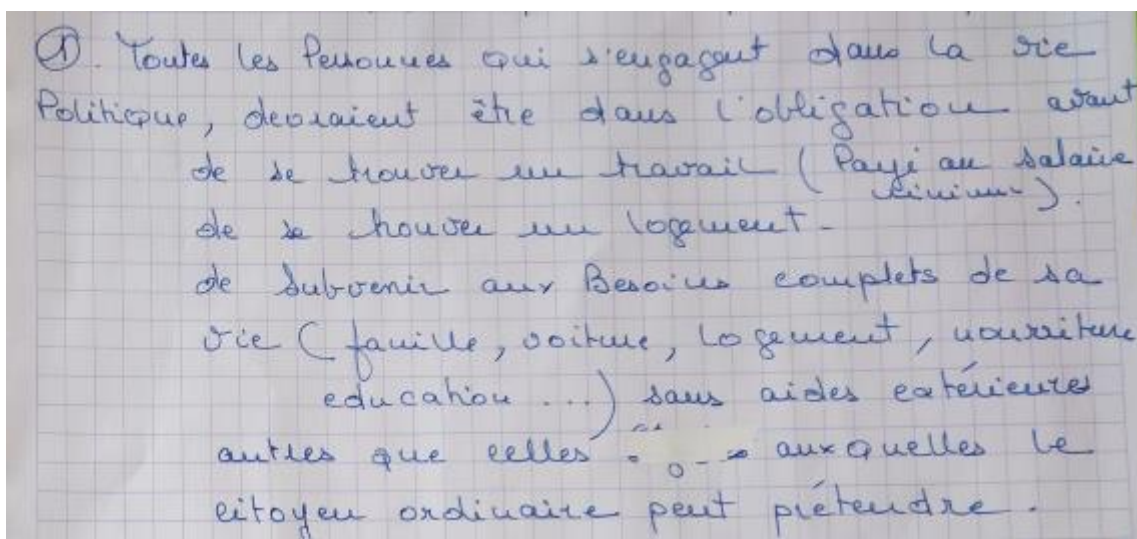
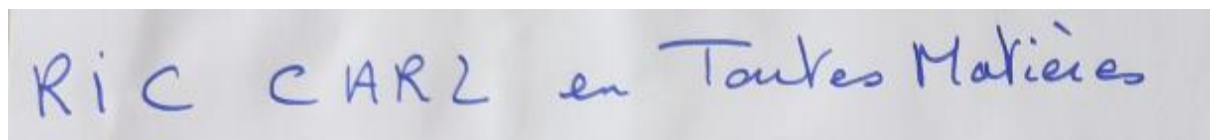
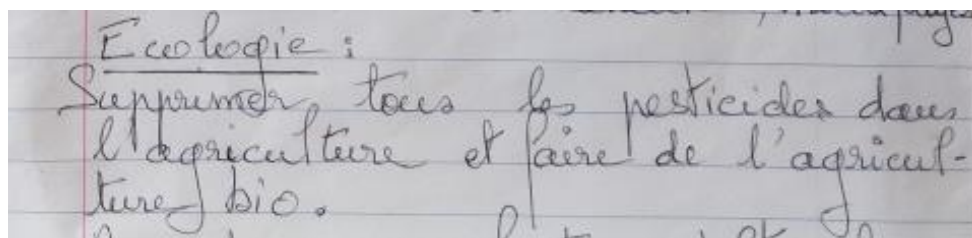
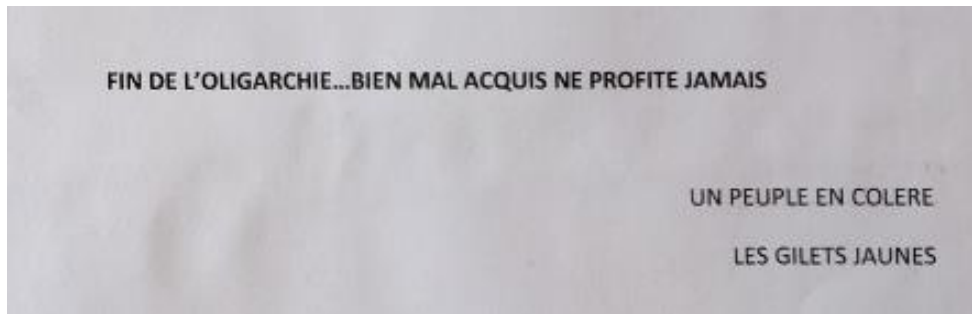
Couverture AMF couleur.

Titre : Cahier de doléances et de propositions.

Commune d'Andilly-les-Marais.

13 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>



Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit (2 pages), 37 lignes, 296 mots (couple)

[Prénom NOM, Adresse] [sur les deux pages]

Fiscalité

- Que le taux de CSG sur les retraites soit calculé individuellement et non sur le revenu du foyer. Pour éviter la surmajoration de ce taux sur une petite retraite.
- Suppression de la loi Pinel qui ne profite qu'aux riches.
- Diminution de la CSG sur les revenus fonciers à 17,2%.
- Que l'impôt sur le revenu soit calculé en tenant compte des impôts déjà payés (taxe d'habitation, foncier, CSG en totalité et divers).
- Il est scandaleux de payer des impôts sur des impôts.
- Suppression de la hausse de la CSG à tous les retraités.
- Stop aux 2 % de contribution solidaire.
- Racket sur les retraités qui paient pour les actifs.
- Indexation des retraites "réelle" sur l'inflation.

Politique

- Non-cumul des mandats des élus.
- Nous demandons la proportionnelle au nom de la démocratie et que le vote blanc soit pris en compte.
- Non au vote électronique qui permet la tricherie.
- Non au septennat.
- Référendum pour les grandes questions.
- Renationaliser l'EDF, les autoroutes, la poste, etc.

Justice

- Pour certains condamnés, suppression des remises de peine et perpétuité réelle.
- Suppression de la double nationalité.
- Vidons les prisons en renvoyant les petits délinquants étrangers dans leur pays avec interdiction de retour.
- Isolement réel des fichés S politiques.
- La peine capitale pour les auteurs d'attentats considérés comme acte de guerre envers la Nation.

Immigration

- Acceptée pour les réfugiés de guerre. Non aux réfugiés climatiques et économiques. Non à l'éducation très très onéreuse des soi-disant mineurs.
- Renvoi des déboutés chez eux.

Sanitaire

- Quarantaine des immigrants venant d'Afrique avant pandémie du virus EBOLA, tuberculose. Nous voyons ce que le SIDA a fait, d'où l'importance des frontières.

Sans arrière-pensées, après réflexions et observations.

2. Dactylographié (2 pages collées), 37 lignes, 416 mots (collectif)

REVENDEICATIONS ANDILLY MARANS COURÇON

1 Mise en place du **RIC CARL en toutes matières.**

Référendum d'initiative citoyenne, c'est le droit pour le peuple !

Constituant (modifier la constitution)

Abrogatoire (annuler les lois)

Révocatoire (renvoyer un élu)

Législatif (proposer des lois).

Et former un comité citoyen dans le but de soumettre un ultimatum au gouvernement Macron.

2 Remise en place de l'ISF.

3 Baisse immédiate de la TVA à 5,5 % pour les produits de premières nécessités (nourriture, carburants, EDF, gaz...).

4 Rehausser la TVA sur les produits de luxe à 33 %.

5 Réemprunter à la Banque de France et non plus aux banques privées.

6 Abolition des privilèges et avantages des élus y compris les frais d'obsèques et des indemnités présidentielles à vie, avec mise en place du salaire médian ainsi que des pénalités substantielles en cas d'absence non justifiée à l'Assemblée nationale et au Sénat comme tous salariés.

Remboursement des frais sur justificatifs.

7 Retraite à 60 ans avec un minima de 1200 euros nets par mois sans CSG.

8 Récupérer la fraude fiscale de 80 milliards pour rembourser les intérêts de la dette.

9 Baisse des charges salariales et patronales (artisans/PME, etc.) **et impôts obligatoires** pour les grosses entreprises qui font des profits avec la France tel que Amazon, McDonald's, Carrefour, etc.

10 PAS DE PRÉLÈVEMENT D'IMPÔTS À LA SOURCE.

11 Prime et heures supplémentaires défiscalisées.

12 CASIER VIERGE OBLIGATOIRE pour chaque élu. En cas de faute : licenciement sans indemnités et **sans reclassement, comme les citoyens.**

13 Taxer les plus gros pollueurs utilisant du kérosène comme les avions et les cargos, etc.

14 Protéger l'industrie française en interdisant les délocalisations.

15 INTERDICTION de vendre les biens français et récupérer nos autoroutes ou renversement de dividendes aux Français.

16 Revalorisation des revenus tous métiers confondus et handicap, avec indexation à l'inflation.

17 Révision à la baisse du système des frais bancaires abusifs et fin des frais de tenue de compte.

18 Suppression des 11 vaccins pour les enfants et les remettre à 3 obligatoires qui ne profitent qu'à l'industrie pharmaceutique et aux lobbies (SANOFI).

19 Durcissement de la loi pour les violeurs et pédophiles avec interdiction de donner les coordonnées des victimes.

20 Fin des routes à 80 avec repassage à 90 immédiatement.

21 Modification de l'article 16 de la Constitution qui ne donnerait pas les pleins pouvoirs au président au cas de crise mais à plusieurs personnes.

FIN DE L'OLIGARCHIE...BIEN MAL ACQUIS NE PROFITE JAMAIS

UN PEUPLE EN COLÈRE

LES GILETS JAUNES

3. Manuscrit, 1 ligne, 5 mots (femme)

[Prénom Nom, Adresse]

RIC CARL en toutes matières.

4. Manuscrit, 20 lignes, 119 mots

[Nom Prénom, Adresse]

- * Suppression du Sénat.
- * Suppression statut des anciens présidents République excepté pour le dernier.
- * Meilleur contrôle des très hauts et hauts fonctionnaires (allers/retours privé/public, "pantouflage").
- * Augmentation effectifs police/éducation nationale/hôpitaux.
- * Suppression numerus clausus.
- * Obligation pour médecins nouvellement diplômés d'installation dans zones sans médecin.
- * Retour ISF et TH.
- * Création d'un nouveau taux d'imposition supérieur.
- * Création d'un plafond et d'un plancher pour les retraites (privé/public).
- * Application stricte de la réquisition sur les logements vacants ainsi que du taux de logements sociaux dans communes.
- * Limitation à 2 mandats pour tous les élus.
- * Taxation des entreprise résidentes à l'étranger mais faisant des profits en France.
- * Améliorer la chasse à la fraude fiscale.

[Signature]

5. Manuscrit (feuille de cahier collée sur une autre contribution), 23 lignes, 299 mots (femme)

[Prénom Nom]

Fiscalité : remettre l'impôt ISF.

Réindexer les retraites sur l'inflation, avoir un minimum de 1500 € de retraite.

Supprimer l'impôt CSG pour les retraités qui gagnent moins de 2000 € par mois pour une personne seule, et 4000 € par mois pour un couple.

Plus de respect pour les chômeurs, arrêter de les sanctionner. Plus de formations qui débouchent sur un travail.

Des représentants du peuple tirés au sort pour l'Assemblée nationale qui représentent le peuple, même voix qu'un député comme en Islande.

Plus de professeurs dans les collèges-lycées, mieux payés. Plus de personnels soignants, aides-soignantes, infirmières. Infirmier libéral : augmenter leur rémunération, frais de déplacement.

Plus de personnels dans les hôpitaux : infirmiers, aides-soignants, ainsi que les maisons de retraite, mieux payés.

Écologie :

Supprimer tous les pesticides dans l'agriculture et faire de l'agriculture bio.

Apprendre aux enfants, adultes, le respect de la nature, ne pas jeter dans la nature nos déchets. Le respect de l'environnement.

Social :

Étendre la PMA aux couples homosexuels. Autoriser la GPA en France. Enlever la CSG ou faire plus de tranches. Le taux de prélèvement proportionnel au revenu. Ou le mettre dans l'impôt sur le revenu.

L'émigration : nous pouvons accueillir car nous sommes un pays riche, dans les règles de la législation française. Faire une politique non raciste. Contre le racisme et l'homophobie.

Que la France reste un pays laïc.

Il y a trop de niches fiscales. Des gens qui ne payent plus d'impôt en France vivent dans un autre pays et se font soigner avec la carte VITALE (des artistes)...

Lutter réellement contre l'évasion et la fraude fiscale pour l'Europe. L'impôt sur les sociétés est trop bas. Je réclame plus de justice sociale, pas de salaire supérieur à 5 fois le SMIG, jusqu'à 10 000 €. Au-dessus, plus c'est indécent.

6. Manuscrit, 16 lignes, 124 mots (femme)

Mme [NOM Prénom] Andilly 17230

- Fiscalité : revoir les tranches d'imposition car trop d'écart entre le 1^{er} montant de la tranche avec celui qui clôture la tranche, ce qui entraîne le barème de taux imposition.
- Écologie : supprimer les pesticides, trop de drames humanitaires sur la santé.
- Revoir le nombre de sénateurs ainsi que les privilèges (trop de dépenses).
- Prendre en compte le vote (nul) blanc.
- Revoir pour indexer sur le coût de la vie, les pensions de retraite.
- La hausse de la CSG sur les pensions est inadmissible en raison du gel des retraites.
- Perte énorme de pouvoir d'achat.
- Prix en euros très élevés.
- Accompagner les mesures de transition écologique progressivement.
- Reste disponible pour débattre sur les thèmes.

7. Manuscrit, 10 lignes, 78 mots (homme)

[Prénom NOM] Andilly 17230

- Supprimer la taxe de 1,2 % mise sur les retraites.
- Rétablir la taxe d'habitation (révisée et réactualisée au plus juste suivant les habitations) (pour redonner de l'argent aux communes sans avoir besoin d'augmenter la taxe foncière).
- Faire une transition écologique sans ajouter des taxes, et donner du temps aux gens de changer de voiture ou de chaudière selon leurs moyens.
- Réétudier la limitation de vitesse à 80 km/h selon la dangerosité des routes (70/80/90).

8. Manuscrit, 28 lignes, 206 mots (femme)

[NOM Prénom]

17230 SÉRIGNY

1) Toutes les personnes qui s'engagent dans la vie politique devraient être dans l'obligation, avant, de se trouver un travail (payé au salaire minimum), de se trouver un logement, de subvenir aux besoins complets de sa vie (famille, voiture, logement, nourriture, éducation...) sans aides extérieures autres que celles auxquelles le citoyen ordinaire peut prétendre. Et après une période de 6 à 12 mois seulement, la carrière politique pourrait commencer, peut-être que le monde réel serait présent dans les hautes sphères.

2) Il est inadmissible que dans un couple, seulement une personne soit reconnue (souvent l'homme). Pourquoi un seul nom, sur tous les documents : les impôts, l'eau, l'électricité, le téléphone... Lors d'un divorce, par exemple, récupérer le numéro fiscal du couple par la femme est quasiment impossible.

Un couple : deux entités sur un pied d'égalité ; l'un ne vit pas dans l'ombre de l'autre et il existe de la même façon, et pas seulement pour payer si éventuellement le 1^{er} fait défaut ! Nous sommes en 2019 et, au lieu de toujours revenir sur des acquis (peine de mort, mariage pour tous, PMA), avançons et trouvons des choses nouvelles, le conservatisme bloque cette avancée. Vivre ensemble, oui, mais tous égaux, avec les mêmes droits.

9. Dactylographié (A4 collé), 40 lignes, 522 mots (homme)

[ajout manuscrit] [Prénom Nom] Andilly 17230

Le premier sujet porte sur nos impôts, nos dépenses et l'action publique :

Pour rendre notre fiscalité plus juste il convient de baisser en priorité la CSG qui est un impôt injuste car, à part les très bas revenus, les taux sont les mêmes pour tous.

Cette baisse de la CSG peut être compensée équitablement par le retour de l'ISF qui était l'impôt de **Solidarité** sur la fortune.

Il faut revenir sur les trop nombreuses niches fiscales qui grèvent les finances et vont à l'encontre de l'équité du prélèvement de l'impôt.

Il faut prévoir l'augmentation et l'indexation des prestations sociales pour les familles défavorisées et les classes moyennes, sans oublier les minima sociaux.

Prévoir l'indexation du montant des retraites sur le coût de la vie.

Lutter réellement contre l'évasion et la fraude fiscale.

Il faut arrêter le dumping fiscal au niveau européen, exemple aux Pays-Bas ou en Irlande : l'impôt sur les sociétés est très bas ce qui accentue l'euro-scepticisme qui représente un réel danger pour la sécurité géopolitique.

Il est important de repenser le CICE qui ne doit pas être une subvention aux actionnaires et provoquer une explosion des dividendes et donc une augmentation des inégalités.

Il faut revoir et intensifier la lutte contre les inégalités en agissant pour que les gains des entreprises soient équitablement répartis entre les augmentations de salaire des employés et les dividendes des actionnaires et ne soient pas accaparés par ces derniers et par les cadres dirigeants comme c'est le cas au cours des dernières décennies.

Le deuxième sujet, concerne l'organisation de l'État et des collectivités publiques :

Les services publics sont vitaux : école, police, armée, hôpitaux, tribunaux sont indispensables à notre cohésion sociale. Il est donc indispensable de maintenir un maillage suffisant des services publics dans les territoires. Chaque Français devrait être à moins de trente minutes de ses services publics.

La décentralisation doit être renforcée, mais avec le retour du pouvoir des maires sur les questions qui touchent ses administrés et éviter la dilution des compétences (ville, communauté de communes, département, région). On pourrait parler d'une centralisation communale avec possibilité de consultation des administrés pour les questions importantes.

La transition écologique est le troisième thème :

La transition écologique doit être abordée comme un transfert de charge avec un meilleur ciblage des investissements en favorisant les énergies renouvelables. La réalisation systématique de couvertures avec des panneaux solaires des nouvelles constructions.

Il faut développer les transports en commun notamment en milieu rural. Prévoir d'aider les ménages pour améliorer l'isolation des logements.

Diminuer les emballages en pénalisant les industriels qui en produisent trop.

Pour la santé de tous il est urgent d'interdire l'utilisation des pesticides notamment le glyphosate.

Redonner plus de force à la démocratie et la citoyenneté :

Notre système actuel de démocratie représentative est à bout de souffle ; il est urgent d'instituer une part de démocratie participative.

Une dose de proportionnelle de 30 % aux élections législatives permettrait une représentation plus juste de tous les courants politiques.

Pour éviter l'appropriation du pouvoir par l'élite, il serait intéressant de créer une assemblée populaire constituée de Français tirés au sort sur les listes électorales.

10. Dactylographié (A4 collé), 9 lignes, 116 mots (femme)

Pouvoir d'achat (principale revendication des Gilets jaunes).

La mondialisation des échanges et de l'économie induit de plus [en plus] de travailleurs pauvres en France et dans tous les pays d'Europe. Les « Gilets Jaunes » sont les porte-parole de cette désespérance sociale. On sait que les richesses planétaires sont confisquées entre les mains de quelques individus. Chez nous les entreprises du CAC 40 ont distribué aux seuls actionnaires 57 milliards de dividendes.

Tout cela est véritablement indécent, scandaleux. Et **la crise ne se résoudra pas sans la refondation d'un contrat social. Il faut remettre l'homme et non l'économie au centre du jeu et établir un rapport capital/travail équitable.**

[Prénom Nom] 71 ans, retraitée de la Fonction publique hospitalière

[Adresse, Téléphone]

11. Manuscrit, 56 lignes, 344 mots (homme)

[NOM Prénom]

- Prise en compte du vote blanc et du nul dans les suffrages exprimés. NON au vote obligatoire.
- Harmonisation des niveaux de salaires des fonctionnaires d'État et des collectivités territoriales.
- Lorsqu'un syndicat à vocation unique exerce sa compétence, il doit le faire de manière identique sur l'ensemble de son territoire. Avoir une régie et des DSP ne respecte pas l'équité de traitement de la population.

Exemple : le syndicat des eaux 17. L'eau assainie coûte ≈ 4 € avec la RESE et ≈ 7 € en DSP. Il pourrait y avoir 300 € d'économie par an si la RESE était étendue sur tout le 17, par an, par foyer !

– La baisse des dépenses publiques ? OK :

-> supprimer tous les avantages et les retraites des anciens présidents de la République, ministres, députés, sénateurs : 15 millions d'euros.

-> supprimer des mandats de sénateurs pour ramener le nombre à 1 par département.

-> supprimer des mandats de députés pour ramener le nombre à 2 par département : ≈ 40 millions d'économie.

-> diminuer de 50 % les rémunérations des présidents et vice-présidents des trop nombreux organismes et commissions soi-disant de contrôle créées / l'État, disons 5 millions,

Soit 60 millions d'économie,

une paille dans un budget de 1200 milliards SAUF si on les utilise par exemple :

=> création de 1600 postes spécialisés à répartir par département :

→ 5 postes supplémentaires pour la répression des fraudes (hôtel, restaurant, cantine scolaire) et surveillance sanitaire ;

→ 4 postes financiers pour contrôler les collectivités territoriales en, d'une part vérifiant et supprimant la gabegie, d'autre part en aidant ces CT à trouver des pistes d'économie ;

→ 5 postes pour aider les CT et les entreprises dans la transition écologique en leur donnant des solutions concrètes plus économiques, en leur donnant les pistes pour économiser en devenant plus écolo ! C'est possible.

Le reste des postes : des ultra-fiscalistes chargés de récupérer un maximum d'évasion fiscale !

Tout cela est possible et réalisable si on le présente sous l'axe du bien public.

[Signature]

12. Manuscrit (3 pages de cahiers petit format collées), 50 lignes, 395 mots (conseiller municipal)

J'aimerai [titre courant des 3 pages]

que les politiques cessent de penser à leur intérêt personnel,

que les députés travaillent pour la Nation et non pas pour leur circonscription,

que le Grand débat soit au service de tous et pas uniquement dans le sens du gouvernement,

que la contribution aux impôts soit enfin mieux répartie et équitable,

que l'ISF soit rétabli,

que les retraites « chapeau » soient purement et simplement supprimées, ou à défaut taxées à 70-80 %,

que les salaires indécents (par exemple pour les footballeurs) soient taxés comme il se doit. Les fonds récupérés pourraient par exemple aider les bas salaires,

qu'un stage en entreprise soit obligatoire pour tous les politiques – moyen de prendre conscience des réalités du quotidien des petites entreprises,

que tous les pesticides soient retirés de la vente et que des moyens financiers suffisants soient mis à disposition pour la recherche de produits de substitution,

que toutes les idées ou solutions pour remplacer les énergies fossiles ou nucléaire soient aidées ou encouragées de toutes les manières,

que tous ces messieurs et dames... issus de grandes écoles s'invitent à vivre... disons 3 mois, avec un SMIC mensuel pour moyen d'existence,

que les querelles des « petits chefs » de partis politiques cessent,

que les privilèges accordés il y a un siècle soient réactualisés à notre époque,

que l'on arrête de taper sur les retraités ; il ne faut pas oublier qu'il aura fallu plus de quarante années pour l'obtenir, cette retraite,

que l'on oblige les laboratoires pharmaceutiques à travailler pour l'Homme et pas uniquement pour l'Argent,

que l'on arrête de privatiser les sociétés nationales comme : les autoroutes, les aéroports, l'EDF, etc.

que les rythmes scolaires soient mis en place pour les enfants et non pas pour les parents uniquement,

que les hommes politiques commencent à penser sérieusement au devenir de la planète : que va-t-on laisser à nos enfants ?

que l'on cesse de produire des matières plastiques : PVC, polypropylène, polyester, etc. Donnons les moyens aux scientifiques ; il n'y a pas de problèmes, seulement des solutions à trouver,

une transparence des salaires... comment sont utilisés les fonds publics ?

que les cumuls de mandats soient interdits,

que tous les mandats ne soient renouvelables qu'une seule fois,

qu'il y ait un âge plafond pour n'importe quel mandat ; environ 70 ans, c'est bien !

Gérard Daniel, conseiller municipal auprès de la mairie d'Andilly-les-Marais 17230

13. Manuscrit, 23 lignes, 150 mots (femme)

[Prénom NOM]

Fiscalité et dépenses publiques.

- Remise à plat et évaluation générale de la fiscalité (suppression des niches fiscales).
- Création d'un impôt sur la fortune (patrimoine et société) vraiment efficace (pas seulement basé sur une déclaration sans réel contrôle).
- Mise en place d'une réelle politique de lutte contre l'évasion fiscale en harmonisant l'impôt sur les sociétés au niveau européen et suppression des paradis fiscaux.

Écologie.

- Transformation de la PAC pour favoriser une agriculture saine et respectueuse de l'environnement.
- Mise en place d'un programme de rénovation thermique des habitations et bâtiments publics.

Cahier d'Andilly

- Orientation de l'épargne longue (livret A) vers les investissements verts.
- Mobilité verte par la réhabilitation du réseau ferroviaire. Renoncement à la privatisation de la SNCF.

Démocratie et citoyenneté

- Rétablissement du septennat pour l'élection du P. de R. mais non renouvelable.
- Interdiction du cumul des mandats.
- Limitation du nombre de mandats successifs.

[FIN]